



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/24872
30 novembre 1992
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

NOTE DU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE

A l'issue de consultations avec les membres du Conseil de sécurité, le Président du Conseil a fait la déclaration suivante, au nom du Conseil, le 30 novembre 1992, au sujet de la question intitulée "Agenda pour la paix : diplomatie préventive, rétablissement de la paix et maintien de la paix" :

"Les membres du Conseil de sécurité ont poursuivi l'examen du rapport du Secrétaire général intitulé 'Agenda pour la paix' (S/24111).

Les membres du Conseil de sécurité accueillent favorablement les propositions énoncées au paragraphe 25 d' 'Agenda pour la paix' concernant l'établissement des faits et y souscrivent. Ils estiment qu'un recours accru aux procédures d'établissement des faits en tant qu'instrument de la diplomatie préventive, conformément à la Charte et à la Déclaration de l'Assemblée générale sur les activités d'établissement des faits (résolution 46/59), et en particulier aux directives qui y sont énoncées, peut aboutir à la meilleure compréhension possible des faits objectifs d'une situation, ce qui permettra au Secrétaire général de s'acquitter des responsabilités qui lui incombent en vertu de l'Article 99 de la Charte et facilitera les délibérations du Conseil de sécurité. Ils pensent eux aussi que divers types d'enquête peuvent être envisagés selon la situation considérée et qu'il importe que toute demande formulée par un Etat portant sur l'envoi d'une mission d'établissement des faits dans son territoire soit examinée dans les meilleurs délais. Ils encouragent tous les Etats Membres qui sont en mesure de le faire à fournir au Secrétaire général les renseignements détaillés voulus sur les questions préoccupantes, de façon à faciliter une diplomatie préventive efficace.

Les membres du Conseil de sécurité, conscients de l'accroissement des responsabilités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la diplomatie préventive, invitent le Secrétaire général à envisager les mesures voulues pour renforcer la capacité du Secrétariat en matière de collecte et d'analyse approfondie de l'information. Ils invitent également les Etats Membres et le Secrétaire général à envisager le

détachement d'experts pour aider à la tâche. Ils engagent le Secrétaire général à prendre les mesures voulues pour s'assurer le concours à bref délai de personnalités éminentes qui puissent se charger d'une partie du travail d'établissement des faits incombant à des hauts fonctionnaires du Secrétariat. Ils prennent note du rôle positif joué par les organismes et accords régionaux en matière d'établissement des faits dans leurs domaines de compétence et se félicitent de son intensification ainsi que de l'étroite coordination avec les activités d'établissement des faits menées par l'Organisation des Nations Unies.

Compte tenu de la Déclaration sur les activités d'établissement des faits et des recommandations formulées par le Secrétaire général dans 'Agenda pour la paix', les membres du Conseil de sécurité, pour leur part, faciliteront et encourageront tout recours approprié aux missions d'établissement des faits, cas par cas et conformément aux buts et principes de la Charte des Nations Unies.

Dans cette perspective, les membres du Conseil de sécurité notent et reprennent à leur compte l'opinion du Secrétaire général selon laquelle une mission d'établissement des faits peut dans certains cas désarmer un différend ou une situation, en montrant aux parties que l'Organisation, et en particulier le Conseil de sécurité, s'intéresse activement à la question dans la mesure où elle constitue une menace immédiate ou potentielle à la paix et à la sécurité internationales. Une telle initiative dans les premiers moments d'un conflit potentiel peut être particulièrement efficace. Les membres du Conseil se félicitent que le Secrétaire général soit prêt à user pleinement du pouvoir que lui confère l'Article 99 de la Charte d'attirer l'attention du Conseil de sécurité sur toute affaire qui, à son avis, pourrait mettre en danger la paix et la sécurité internationales. Ils notent avec satisfaction que l'on a eu davantage recours récemment à des missions d'établissement des faits, comme en témoignent les missions en Moldova, au Haut-Karabakh, en Géorgie, en Ouzbékistan et au Tadjikistan.

Les membres du Conseil de sécurité ont l'intention de poursuivre leurs travaux consacrés au rapport du Secrétaire général comme l'indique la déclaration du Président en date du 29 octobre 1992 (S/24728)."
